

REPUBLIQUE DU BENIN

---0-0---



---0---

**RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES DE LA SOBEMAP  
(Exercice clos le 31 décembre 2016)**



## SOMMAIRE

<b>I- RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOBEMAP .....</b>	<b>3</b>
1. Contrôle des comptes annuels.....	3
1.1. Responsabilité de la Direction Générale relative aux états financiers.....	3
1.2. Responsabilité des Commissaires aux comptes.....	3
1.3. Motifs de l'opinion avec réserves.....	4
1.4. Opinion avec réserves.....	6
2. Vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.....	7
<b>II- RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....</b>	<b>8</b>
<b>BILAN &amp; COMPTE DE RÉSULTAT DE LA SOBEMAP .....</b>	<b>9</b>



## I- RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SOBEMAP

Aux  
Membres du Conseil d'Administration de la  
SOBEMAP

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Décret n°2016-209 du 04 avril 2016 portant redéploiement des Commissaires aux comptes près certains offices et sociétés d'Etat, nous vous présentons notre rapport sur les états financiers de la Société Béninoise des Manutentions Portuaires (SOBEMAP) pour l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes annuels ;
- les vérifications et les informations spécifiques prévues par la loi.

### 1. Contrôle des comptes annuels

Nous avons procédé à l'audit des comptes annuels de la SOBEMAP pour l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Les états financiers de la SOBEMAP soumis à notre examen au titre de cet exercice font ressortir :

Total du bilan :	36.132.259.719
Total des produits :	18.155.407.906
Résultat de l'exercice (Bénéfice) :	112.720.682

#### 1.1. Responsabilité de la Direction Générale relative aux états financiers

La Direction Générale de SOBEMAP est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs.

Ainsi, les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016, soumis à notre audit, ont été établis et arrêtés par la Direction Générale. Ces états financiers comprennent notamment comme annexés au présent rapport :

- le bilan ;
- le compte de résultat ;
- les états annexés.

#### 1.2. Responsabilité des Commissaires aux comptes

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit (ISA) édictées par



l'IFAC. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserves.

### 1.3. Motifs de l'opinion avec réserves

- Trésorerie

Un compte libellé « caisse FCFA » a été identifié dans la balance générale avec un solde débiteur de FCFA 32.956.176 en dehors du compte « caisse principale » qui a fait l'objet d'inventaire au 31 décembre 2016. Le solde de ce compte ne nous a pas été justifié. Selon les explications obtenues, ce compte enregistrerait les encaissements de BFU par le biais de la SEGUB et son solde devrait être nul en fin de période.

- Provisions financières (Provisions pour indemnité de départ à la retraite)

Les diligences effectuées pour s'assurer de la correcte évaluation du montant des provisions pour indemnités de départ à la retraite (IDR) ont permis de constater que les dispositions de la convention collective applicables en la matière n'ont pas été respectées. En effet, il ressort du calcul de l'IDR pour les dix salariés les mieux rémunérés que le montant de l'IDR comptabilisé (FCFA 272.702.315) a été minoré de FCFA 10.081.619 par rapport au montant recalculé par nos soins (FCFA 282.783.934). Cet écart s'explique, d'une part, par une mauvaise détermination du montant du salaire brut de cinq agents sur l'échantillon des dix et d'autre part, par l'application de taux non conformes pour le taux de l'indemnité de licenciement de la 3<sup>ème</sup> tranche et pour le taux de calcul de l'IDR lui-même. Du fait qu'il n'existe pas un traitement informatisé pour la détermination de l'IDR, il ne nous pas été possible d'évaluer l'impact pour tout le personnel. Le montant des provisions pour IDR est de FCFA 2.088.106.154 au 31 décembre 2016

- Poste de dettes fournisseurs

- Le solde du compte fournisseur « PAC » de F CFA 618.616.083 au 31 décembre 2016 a pris en compte deux opérations des exercices antérieurs mais qui n'auraient pas été prises en



compte au cours desdits exercices. En effet, il a été enregistré en charge de l'exercice 2016 par le crédit du compte fournisseur « PAC » :

- la facture de F CFA 16.130.955 relative à la redevance portuaire « Parc à conteneurs pleins » du mois d'août 2013 reçue à la SOBEMAP en septembre 2013 ;
  - la facture relative à la redevance des mois de janvier à décembre 2015 du « terre-plein et zone d'extension-non revêtus » pour FCFA 167.143.119 reçu en avril 2015.
- Comptes liés au personnel : 421, 422, 423, 424, 428 et 433

Les soldes des comptes ci-après n'ont pas pu être justifiés de façon satisfaisante :

- « Avances scolarité (421111) » de FCFA 49.408.094,
- « Acomptes au personnel (421200) » de FCFA 24.030.622,
- « Avance sur frais médicaux et hospitalisation (421320) », dont le solde est FCFA 63.858.569 présente un écart non justifié de FCFA 31.781.115 ;
- « Avance sur frais médicaux au personnel (421330) » de FCFA 71.979.494 ;
- « Rémunérations dues au personnel (422100) » de FCFA 31.921.882 ;

Ce solde a été obtenu après une régularisation d'un montant de FCFA 430.451.373 qui n'a pas pu nous être justifié. Selon les explications obtenues, cette régularisation serait relative à l'apurement des salaires des dockers de 2008 à 2014 effectué en 2015 mais dont le montant serait erroné et également passé sur un compte non approprié en l'occurrence le compte "421200" ;

- « Personnel, saisie arrêt (423210) » FCFA 41.530.114 ;
  - « Remboursement prêt Orabank (423325) » de FCFA 34.645.864 ;
  - « Dettes provisionnées pour congés à payer (428100) » de solde FCFA 212.549.948. Nous n'avons pas obtenu la situation du nombre de jours de congés dus aux agents au 31/12/2016 ;
  - « CECAP (431800) » de FCFA 78.939.918 dont l'origine remonte à l'exercice 2010 ;
- Comptes de tiers (comptes 40, 42, 44, 46 et 47)
  - Les justificatifs de soldes des comptes 40 et 42 respectivement de FCFA 376.522.523 et FCFA 171.162.785 ne nous ont pas été fournis ;
  - Un écart non justifié de FCFA 101.920.400 a été relevé entre le solde du compte 441000 « Etat impôt sur les bénéfices » (FCFA 864.554.600) et la situation fiscale (FCFA 762.634.631) ;
  - Le solde du compte 443200 « Etat TVA fact. /prestation » de FCFA 106.331.562 ne nous a pas été justifié ;
  - La justification des comptes de débours ayant des soldes créditeurs pour un montant global de FCFA 698.934.543 n'a pas été satisfaisante au regard des pièces justificatives qui ont été produites ;



- Le solde du compte 471103 « SEGUB » de FCFA 1.370.057.732 au 31/12/2016 n'a pas été justifié à la mission du fait de l'absence de rapprochement entre les fonds reçus de SEGUB et les informations quantitatives ;

- Comptes de Charges

- Il a été enregistré dans les charges un montant de FCFA 250.000.000 après le paiement de FCFA 295.000.000 TTC à la société B.I.A.S suite au règlement à l'amiable du différend opposant cette dernière à la SOBEMAP du fait du non-paiement des prestations qu'elle aurait effectuées de septembre 1996 à janvier 2016. Nous n'avons pas obtenu la preuve de l'existence d'un contrat de prestation de service ou d'un bon de commande relative aux prestations couvrant cette période. Nous n'avons également pas obtenu la preuve de la fourniture desdites prestations et de leur comptabilisation en dettes sur les exercices antérieurs. En effet, par lettre de marché N°GG/EAF/DIR/N°356/95 selon la sommation de payer adressée à la SOBEMAP le 25 janvier 2016, il aurait été confié à la société B.I.A.S, la fourniture de matériel et l'installation d'un réseau de téléphonie à la SOBEMAP ;
- Le total des cotisations CNSS calculé à partir des salaires bruts comptabilisés en 2016 est de FCFA 1.100.753.624 contre un solde comptable de FCFA 1.161.589.994 au 31 décembre 2016 soit un écart non justifié de FCFA 60.836.370 ;
- Les commissions d'engagement sur le prêt BOAD et les intérêts de retard y relatifs de FCFA 30.051.404 et FCFA 29.300.110 payés par virement bancaire respectivement en 2014 et 2015 ont été comptabilisées en charge en 2016 ;
- Les comptes « Versements autres œuvres syndicales (668300) », « Etrences personnel permanent (668801) » et « Etrences personnel occasionnel (668802) » de soldes respectifs FCFA 101.077.600, FCFA 10.150.000 et FCFA 86.540.000 n'ont pas pu être justifiés de façon satisfaisante.

- Comptes de Produits

- Le chiffre d'affaires déclaré (FCFA 12.001.374.637) est supérieur aux produits comptabilisés (FCFA 11.625.621.101) de FCFA 375.753.536. Cet écart n'a pas pu être justifié ;
- Concernant les opérations de STEVEDORING IMPORT-EXPORT, le produit comptabilisé (FCFA 5.921.768.956) est supérieur de FCFA 835.339.771 au montant obtenu de la reconstitution faite par nos soins (FCFA 5.086.429.185) sur la base des données reçues du Service Statistique et Etude appliqués et de la Grille tarifaire de 2016.

#### 1.4. Opinion avec réserves

A notre avis, sous réserve de l'incidence des points décrits dans le paragraphe « motifs de l'opinion avec réserves », les états financiers de SOBEMAP au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 sont, au regard des règles et principes comptables édictés par l'OHADA, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice 2016 ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la SOBEMAP à la fin de cet exercice.



## 2. Vérifications et informations spécifiques prévues par la loi

Nous avons procédé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. Nous avons vérifié :

- la conformité des états financiers par rapport au rapport de gestion de la Direction Générale et des textes de loi en vigueur ;
- la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport de gestion aux administrateurs sur la situation financière et les états financiers.

Par ailleurs, nous avons relevé de nos diligences :

- l'existence d'un compte "465000" « Etat budget national de fonction » ayant un solde débiteur de FCFA 115.659.772. Ce qui signifie que des dividendes ont été payés d'avance par la SOBEMAP sans que les dispositions prévues dans l'Acte uniforme relatif au droit comptable ne soient respectées à savoir :
  - qu'un bilan soit établi et certifié par un commissaire aux comptes à une date antérieure à celle du versement de l'acompte ;
  - que ce bilan doit faire apparaître un "bénéfice distribuable" au moins égal au montant de l'acompte ;
- le non respect des dispositions de la convention collective de travail en vigueur à la SOBEMAP relative à la détermination de l'indemnité de départ à la retraite. Les taux de calcul de l'IDR appliqué ne sont pas conformes à ceux définis par la convention collective ;

*En dehors de ces éléments et à l'exception de l'incidence des faits exposés au paragraphe 1.3 ci-dessus, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers des informations données dans le rapport d'activités de la Direction Générale adressé aux administrateurs sur la situation financière et les états financiers et sur le respect par la SOBEMAP des dispositions légales et réglementaires.*

Cotonou, le 24 juillet 2017

Les commissaires aux comptes,

Pour Fiducia Consulting Group,

Pour Daves Expertise Comptable

**DAVES EXPERTISE COMPTABLE**

03 BP 1493 Cotonou

Tel: 21 38 02 76

**Jacques Coomlan SOGBOSSI**

Associé-Gérant

Expert-comptable Diplômé

Commissaire aux comptes



DAVES EXPERTISE COMPTABLE

**Serge Babatoundé WHANNOU**

Associé-Gérant

Expert-comptable Diplômé

Commissaire aux comptes